

Acculé après le fiasco du 17 octobre, le pouvoir se défausse sur LFI

Depuis un mois le pouvoir tente d'étouffer la contestation sociale par le mépris, la répression et le discrédit. Au lendemain d'une mobilisation massive marquée par des scènes de chaos sans précédent, il essaie grossièrement de faire peser sur La France insoumise la responsabilité de l'embrasement. Pour le plus grand plaisir de l'extrême droite.

Mathieu Dejean, Pauline Graulle et Ellen Salvi

18 octobre 2026 à 12h33

Incapable de répondre aux revendications lycéennes et à la convergence des colères qui s'est matérialisée samedi 17 octobre, voilà désormais le pouvoir au bord du précipice. Après avoir eu recours à un maintien de l'ordre à la brutalité inédite à l'encontre de la jeunesse, affiché sa morgue à l'égard des appels à se mobiliser samedi – « *Les manifestations ne vont pas rouvrir le détroit d'Ormuz* », avait dit Emmanuel Macron – et usé d'une gestion erratique des autorisations à manifester, le gouvernement s'est laissé dépasser par les événements.

« Il y a eu une sous-estimation totale du mouvement de la part du renseignement, reconnaît une source ministérielle auprès de Mediapart. Il y a eu beaucoup plus de monde que ce qui était anticipé, des poches de bordel partout... Cela n'a rien à voir avec les Gilets jaunes. Il était impossible de gérer ça pour les forces de l'ordre. »

La fébrilité du pouvoir est compréhensible. Le 6 octobre dernier, après une journée massive de mobilisation lycéenne, le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, se défendait sur France Inter d'avoir « *perdu le contrôle* » : « *Perdre le contrôle, c'est si jamais vous aviez des hordes de personnes qui défilaient dans les centres-villes, qui pillent des magasins, qui commettent des exactions.* » Une semaine plus tard, la phrase résonne donc comme un immense aveu d'échec.





Sébastien Lecornu et Laurent Nuñez, à l'Assemblée nationale le 6 octobre 2026. © Photo Eric Tschaen / REA

Au point qu'à Marseille (Bouches-du-Rhône), où des dégradations massives ont eu lieu et où des manifestant·es ont fait intrusion dans le hall de l'hôtel de ville, le maire socialiste Benoît Payan a explicitement mis en cause la légèreté du gouvernement dans le désastre du jour. *« Il a fallu que j'appelle le président de la République, le premier ministre et le ministre de l'intérieur [...] pour leur demander des renforts ! »*, s'est indigné l'édile, qui a demandé à être reçu par le premier ministre, avec le maire de Lyon, Grégory Doucet, et celui de Paris, Emmanuel Grégoire.

Le pouvoir acculé

Toute la journée du 17 octobre, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a réuni une cellule de crise avant d'aller rencontrer des policiers dans les rues de Paris, aux côtés de Laurent Nuñez. Il en réunira une autre dimanche à 19 heures. L'accueil fut pour le moins glacial. Des appels à la démission de celui-ci commençaient déjà à être lancés en raison du fiasco de la journée. *« Cela me paraît très compliqué pour Nuñez, mais on ne change pas de ministre de l'intérieur en pleine crise »*, commente à ce sujet la source ministérielle précédemment citée.

Comme un signe patent de la déconnexion du pouvoir, Emmanuel Macron et son épouse s'affichaient la veille de la manifestation dans une loge du concert de Céline Dion avec Hélène Arnault, l'épouse du milliardaire Bernard Arnault : *« Ça c'est un truc qui rend hystéro les gens. C'est comme s'il ouvrait une bouteille de Ruinart face caméra, c'est le même niveau de provocation »*, ajoute ce même conseiller.

« Je pense que la violence qui s'exerce va finir par tuer le mouvement.

Un peu à la façon des Gilets jaunes et de l'Arc de Triomphe. »

Une source dans le camp présidentiel, il y a une dizaine de jours

Outre le caractère massif des manifestations qui se sont déroulées partout en France (plus d'un demi-million de personnes ont défilé dans les rues), c'est le niveau de violence qui a soufflé l'exécutif. En témoignent les vidéos de la mairie de Limoges (Haute-Vienne) incendiée, de même que l'office de tourisme de Lyon (Rhône) ; les pillages dans les magasins à Paris ou Bordeaux (Gironde), mais aussi les nombreuses images de violences policières qui circulent depuis samedi soir – et sur lesquelles nombre de responsables politiques n'ont rien à dire.

À Saint-Étienne (Loire), un manifestant de 17 ans a eu la main arrachée par une grenade.

À Paris, un homme frappé à terre a été laissé inconscient par des policiers, tandis que le journaliste à *Blast* Mathias Enthoven a fini à l'hôpital avec un éclat de grenade de désencerclement dans le ventre. Et ce ne sont que quelques cas parmi de nombreux autres.

Partout, les coups de matraques se sont abattus sans discernement et les charges sans sommation ont été monnaie courante. *« Mais ce qui tourne en boucle dans les médias dominants, ce sont les bâtiments saccagés. Lu sur une pancarte aujourd'hui : "Sédatis par Bolloré, il serait temps de se révolter". C'est en cours : le mouvement ne s'est pas laissé intimider »*, a réagi la députée Clémentine Autain sur X.

Face aux dégâts, les représentant·es des forces de l'ordre et du Rassemblement national (RN) ont passé leur soirée à commenter les scènes de violence sur les chaînes d'information en continu, éclipsant les images des cortèges qui se sont déroulés pour l'essentiel dans une ambiance joyeuse et festive.

Une focalisation médiatico-politique qui n'est pas pour déplaire à l'exécutif, empêtré dans un mouvement social qui rappelle à certains celui des Gilets jaunes, mais *« en pire »*, et qui a donc intérêt à mettre un coup d'arrêt à la massification de la contestation.

LFI, bouc-émissaire tout trouvé

Il y a une dizaine de jours déjà, une source dans le camp présidentiel confiait ainsi à *Mediapart* espérer un pourrissement dû aux violences : *« Je pense que la violence qui s'exerce va finir par tuer le mouvement. Un peu à la façon des Gilets jaunes et de l'Arc de Triomphe [celui-ci avait été pillé à la suite d'une manifestation des Gilets jaunes, le 1^{er} décembre 2018 à Paris – ndlr], c'est le moment où l'opinion publique avait évolué sur le sujet. »*

« La présence de personnalités comme Raphaël Arnault au sein du groupe LFI pose de graves questions sur la proximité avec la violence politique. »
Éléments de langage de Matignon

En première ligne des responsabilités, Sébastien Lecornu a rapidement trouvé une parade : imputer la responsabilité de la situation à La France insoumise (LFI) et son leader, Jean-Luc Mélenchon. Rapidement, les éléments de langage ont été diffusés en interne pour cibler LFI, un parti sommé de *« choisir son camp »* : *« Soit on est du côté de la République et des forces de l'ordre, soit on est du côté des casseurs »*, estimait Matignon samedi soir, allant jusqu'à citer la présence du député Raphaël Arnault, ancien porte-parole de la Jeune garde, dans le groupe insoumis – *« [Celle-ci] pose de graves questions sur la proximité avec la violence politique. »*





Éric Coquerel, Jean-Luc Mélenchon, Bally Bagayoko, Farida Amrani, Manon Aubry et Claire Lejeune, dans le cortège de La France insoumise lors de la manifestation contre la « vie chère » à Paris, le 17 octobre 2026. © Photo Matthieu Rondel / AFP

Vers 19 h 30, le premier ministre a répondu directement au chef de file des insoumis sur X. Le message initial de Jean-Luc Mélenchon se voulait pourtant un appel au calme :

« Dans Paris, le commandement aberrant a ouvert la porte au chaos. Les chefs ne savent plus que faire, la troupe a peur et se déchaîne. Je ne sais pas qui entendra ma voix dans de telles circonstances, mais mon message est clair : ceux qui partagent notre combat n'ont rien à faire dans le pillage, le saccage. »

Mais Sébastien Lecornu y a vu une opportunité de faire diversion. *« On ne peut pas appeler à cesser les violences tout en fournissant des excuses à ceux qui les commettent. C'est VOTRE responsabilité politique »*, a-t-il écrit. Une *« polémique politicienne »* fustigée par Jean-Luc Mélenchon en réponse, rappelant les *« consignes de répression sauvages »* du Normand.

Le premier ministre savait qu'en agissant de la sorte, il pourrait compter sur de nombreux soutiens dans un espace politique qui a pris pour habitude de sortir LFI de la légitimité républicaine. Au début du mois d'octobre, Matignon avait ainsi affirmé que les mobilisations lycéennes étaient manipulées par « La France insoumise et ses proxys de l'ultragauche ».

« La journée d'aujourd'hui ne ressemble pas à ce que nous avons connu dans le passé. Il faut le dire. C'était un appel à manifester qui était essentiellement porté par l'extrême gauche, l'ultragauche », a déclaré sur BFMTV le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, alors que les appels à manifester le 17 octobre, partis des réseaux sociaux, ne

provenaient d'aucune organisation sociale ou politique constituée.

Alors que depuis des semaines LFI s'est engagée, avec le reste de la gauche, dans le mouvement lycéen, dénonçant à maintes reprises les violences policières inédites à son encontre, Jean-Luc Mélenchon se retrouve donc de nouveau la cible de la droite et de l'extrême droite, qui voient là l'occasion de se présenter en garantes de l'ordre face à un candidat qui multiplie les démonstrations de force à l'approche de la présidentielle.

« *Les élus de La France insoumise portent ce soir une immense responsabilité* », a écrit sur X le député Les Républicains (LR) Laurent Wauquiez, quand son collègue eurodéputé François-Xavier Bellamy a carrément appelé à « *dissoudre* » LFI – comme l'avait déjà fait le patron du parti de droite, Bruno Retailleau, il y a quelques jours. Éric Ciotti, président de l'Union des droites pour la République (UDR), allié au RN, a quant à lui demandé la révocation du maire LFI de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Bally Bagayoko.

Relayant un tweet de Rima Hassan datant de juillet 2025, représentant le tableau *La Liberté guidant le peuple* avec le drapeau palestinien, le député Horizons Jérémie Patrier-Leitus y est aussi allé de sa saillie anti-LFI : « *Que personne n'ose dire que LFI n'a pas une part de responsabilité dans ces violences qui ont terrorisé le pays hier. Honte à ces ingénieurs du chaos. Ils devront rendre des comptes devant la justice et devant l'Histoire.* »

Le débat public a atteint un tel niveau sur les réseaux sociaux que l'ancien député divers gauche Paul Giacobbi est allé jusqu'à évoquer « *des sections d'assaut jeanlukiennes [sic]* » dans la rue.

Quant au député RN Sébastien Chenu, vice-président de l'Assemblée nationale, il a jugé de bon ton d'insulter ses adversaires politiques. « *Ferme la stp* », a-t-il par exemple demandé à la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier.

Celle-ci avait exprimé son « *ras-le-bol de la doctrine de maintien de l'ordre dans ce pays* », qui met en danger « *manifestants et policiers* », après avoir assisté à la manifestation à République.

Le RN en embuscade

Le RN, qui diffusait samedi soir un visuel du visage de Marine Le Pen sous le slogan « *La France apaisée* », a repris son antienne de la « *gauche coupable, les macronistes complices* ». La candidate à la présidentielle s'est fendue d'un seul tweet sur X : « *Les revendications sociales légitimes ont une nouvelle fois été prises en otage par l'extrême gauche et les discours des députés de Jean-Luc Mélenchon qui, en légitimant la violence, en considérant l'ordre comme une oppression et le désordre comme un droit, cherchent à précipiter le pays dans le chaos.* »

« Ces scènes de dévastations illustrent la "Nouvelle France" que des irresponsables veulent fédérer. »
Jordan Bardella, président du RN, sur X

Quant à son lieutenant Jordan Bardella, toujours empêtré dans l'affaire de ses écrits antisémites de jeunesse, il a vu dans les « *scènes de dévastation* » ni plus ni moins que

l'illustration de la « *nouvelle France* » prônée par le candidat insoumis. Autrement dit, la « *convergence d'un terrorisme d'ultragauche et de populations délinquantes de banlieue* », a-t-il commenté, omettant bien évidemment de rappeler les liens de son propre parti avec des groupuscules d'extrême droite violents.

Dans le reste de la gauche, on se gardait d'accabler aussi directement LFI. Raphaël Glucksmann s'est contenté de déplorer que « *les centaines de milliers de manifestants pacifiques venus protester contre la vie chère et l'injustice, pour l'éducation et pour défendre leur dignité voient ce soir leurs revendications et leurs demandes légitimes assourdies par le fracas des casseurs* ». Marine Tondelier a quant à elle fait part de ses « *grosses pensées pour les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté dans le calme et la joie avec l'espoir que ça change* ».

Seul le député socialiste Jérôme Guedj a semblé faire un pas dans le sens du gouvernement, attaquant « *les mouvements politiques organisés qui à bas bruit ou ouvertement légitiment ou encouragent la violence* ».

Beaucoup à gauche s'inquiètent pourtant surtout du profit que le RN pourrait tirer de cette crise. Sans voix sur le sujet de l'éducation et encaimée dans l'affaire Bardella, Marine Le Pen a bien saisi l'opportunité de faire oublier ses propres turpitudes dans la séquence, et de se présenter comme la seule capable de répondre à la demande d'autorité.

Au milieu de la nuit de samedi à dimanche, l'ancien insoumis Alexis Corbière, cofondateur de L'Après, postait un message dépité, voyant poindre la tenaille dans laquelle la gauche se retrouve enserrée : « *Depuis neuf ans, inlassablement nous ne cessons de répéter que la politique injuste et arrogante de Macron fait monter la colère populaire, que cela va mal finir... Ils nous rient au nez. Puis, la colère éclate. Ils ne rient plus, et nous traitent de responsables du chaos.* »

Les appels à poursuivre la mobilisation le 5 novembre, jour de manifestation contre le projet de budget fixé par cinq syndicats, sont déjà lancés.

Mathieu Dejean, Pauline Graulle et Ellen Salvi